



Site : www.financespubliques.cgt.fr/331/

Adresse mél : cqt.disi-sudouest@dqfip.finances.gouv.fr

23 octobre 2015

Compte rendu du CHS-CT de la DISI Sud-Ouest du 1er octobre 2015

Déclaration liminaire de la CGT lors du CHS du 1.10.2015

Monsieur le Président,

Les fonctionnaires et le service public dans son ensemble sont la cible de tous les tenants du libéralisme. Pas un jour ne passe sans qu'un énième rapport ou étude ne les pointe comme les responsables de la crise que traverse notre pays. Même le ministre de l'Économie s'en prend aujourd'hui au statut des fonctionnaires, à leur emploi garanti à vie. Dans la réalité que vivons-nous depuis des années dans notre administration ? Un recul sans précédent de la manière dont on rend le service public, une diminution de notre présence sur le territoire, la réduction continue de nos moyens de fonctionnement. Les suppressions d'emplois et de structures se poursuivent à un rythme soutenu. Et nous serions les responsables des difficultés actuelles !

A la DGFIP c'est bien le dogme de la réduction de la dépense publique qui s'applique. Les réformes se succèdent et sont la stricte mise en œuvre de cette politique. Le dialogue social n'existe plus dans notre Direction comme en témoigne l'attitude du DGFIP lors du CTR de lundi. L'ensemble des organisations syndicales ont quitté la séance et en appelle au ministre.

Dans l'informatique nous subissons un manque de pilotage et une déresponsabilisation à tous les niveaux. Les décisions tardent à venir et chacun se renvoie la balle. Les réductions d'emploi en centrale ont un impact sur la qualité des travaux des exploitants. Les suppressions qui touchent les ESI mettent à mal les missions qu'ils assurent.

Au plan local, pas de réponse ... une grande partie des problèmes est renvoyée à l'échelon national ! Certains sujets sont montés en épingle alors qu'ils ne le méritent pas, notamment en matière de gestion des RH. En effet, les mesquineries se multiplient, la suspicion envers les personnels se développe. Ceci ne fait qu'accentuer le malaise des collègues et leur ressenti vis-à-vis de la Direction.

Face à tout cela un impératif : résister ! Pour la CGT, il est nécessaire de réagir face au rouleau compresseur qui lentement mais sûrement veut nous écraser. C'est la raison de son appel à la grève le 8 octobre pour défendre les missions et le réseau de la DGFiP.

Pour la CGT la question des emplois et des moyens de fonctionnement est primordiale. La politique menée depuis plusieurs années nous conduit dans l'impasse.

Les réunions CHSCT se suivent et se ressemblent. Comme chaque fois le DISI en réponse à notre déclaration liminaire nous dit qu'il est désolé mais qu'il n'a pas compétence pour traiter les points généraux tels que les mesures gouvernementales. Par contre sur les sujets CHSCT et les moyens il peut répondre.

Cela tombe bien car nous avons l'intention de faire un bilan des engagements pris lors des CHSCT précédent afin de voir les actions mises en oeuvre.

Le DISI nous demande des éclaircissements sur quelques points précis de notre intervention, notamment la partie où nous constatons que bon nombre de sujets locaux sont renvoyés au niveau national en même temps que d'autres sont montés en épingle alors qu'il n'y aurait pas matière. Comme à son habitude il souhaite des exemples précis, qu'à cela ne tienne nous sommes préparés à lui en fournir.

Nous faisons remarquer que les directions ont la fâcheuse tendance à s'appuyer sur les notes nationales pour remettre en cause certains acquis ou pratiques locales (suppression d'autorisation d'absence dans le cadre de la réunion préparatoire à la retraite, suppression de frais de déplacement pour concours, ..) On installe à Bordeaux océan des lourdeurs comme la mise en place procédure stricte de badgeage lors du don du sang qui découragent les personnels à y participer. L'idée étant de récupérer où l'on peut des minutes, des heures... Après avoir connu une certaine souplesse, nous sommes aujourd'hui dans des procédures rigides qui peuvent être à terme contre productives. Tout le monde est fraudeur en puissance (durcissement du processus concernant le dépôt des arrêts maladie et menace de sanction) . Même au sein de notre propre administration nous sommes suspects.

Le DISI répond que certaines décisions ont été prises pour pallier à des dérives et lorsque nous lui demandons l'ampleur de ces dérives nous n'avons qu'une réponse évasive. Quelques cas isolés deviennent prétexte à donner un tour de vis.

Notre direction met beaucoup de célérité à appliquer les directives RH alors que sur d'autres sujets tels que les missions nous n'avons que peu de réponse.

Le DISI nous rappelle qu'il a oeuvré pour résoudre les problèmes d'effectif des CID en pratiquant des transferts d'emploi et il nous fait remarquer pour la nème fois que les syndicats ont toujours voté contre ces transferts.

Nous répondons que déshabiller Paul pour habiller Pierre n'est pas la solution!

Nous soulignons aussi le problème récurrent des refus de formation (notamment sur Système W7). Le directeur nous répond que le sujet est compliqué, qu'il y avait eu un retour négatif suite à cette formation et qu'apparemment elle n'était pas adaptée... Suite à notre insistance et au fait que les retours des CIDs parisiennes étaient positifs sur cette formation, il s'est montré conciliant en indiquant qu'il autoriserait 2 ou 3 agents par ESI à y participer et qu'on verrait ensuite leur retour. A suivre...

Visite de site CID16 le 16 mai 2015

Les visites de site sont un moyen d'aller à la rencontre des agents, de comprendre leurs problématiques, de découvrir leur lieu de travail. A partir de là nous pouvons apporter quelques solutions par un financement de matériel, de travaux, de stages mais aussi en étant force de proposition sur certains sujets (relogement, intervention auprès des DDFIP,...)

Suite à cette visite nous constatons que les choses bougent. Des réponses sont données, des réflexions entreprennent, à nous d'être vigilants dans le suivi des actions.

Concernant l'étroitesse des locaux, les directions réfléchissent à un relogement, à nous de voir si la proposition convient aux agents.

Concernant les problèmes de parking, Mr Granata Goldman (Chef de l'ESI Poitiers) va essayer d'aboutir afin d'obtenir un emplacement.

Concernant les livraisons de matériel, là aussi l'ESI de Poitiers tente de trouver une solution. Suite à nos préconisations des achats de petit matériel ont été réalisés (escabeau, trousse à outil à venir,...) Nous avons aussi alerté sur l'isolement parfois des agents CID dans leur DDFIP.

Concernant la CID16 notamment au niveau de la prise en compte des agents dans la liste de diffusion des Services Sociaux. Le DISI s'est engagé à faire un rappel aux DDFIP.

Lorsqu'il a été question des remplacements suite aux départs à la retraite, le DISI comme d'habitude a déploré le manque de candidat à ces postes et il ne s'est pas caché qu'il continue à faire la rationalisation du nombre des agents en fonction du ratio PC/agent. La CGT sera très attentive qu'il n'y ait pas dérive sous couvert de rationalisation.

Présentation de 2 projets concernant l'ESI de Poitiers.

Le CHS a été informé de deux projets mis en place sur l'ESI :

- **sécurisation** : l'établissement est un ESI de production avec des zones de coactivités sensibles. Suite à un accrochage entre un trans-palette et un véhicule d'un intervenant extérieur, une réflexion a été menée. Du coup, des principes généraux ont été retenus ainsi qu'un ensemble de règles.
- **projet de réaménagement du PTS**. Une réflexion a été engagée pour donner plus de place au PTS en rationalisant l'espace (rapprochement du CCOAT et CQ). Certains travaux ont été financés sur la DGF.

Présentation de la MAJ du PAP 2015

L'assistant de prévention nous a présenté les dernières mises à jour du PAP, nous rappelons que ce document est amené à évoluer tout au long de l'année au même titre que le DUERP. Il ne faut donc pas hésiter à faire remonter des informations permettant de l'enrichir. Vous pouvez consulter le document sur l'intranet local.

La campagne de mise à jour du DUERP-PAP 2016 sera précédée d'une consultation des agents; nous vous invitons à participer à ces échanges afin de rendre le document le plus fidèle possible à la réalité quant aux risques professionnels.

BUDGET du CHS

Lors du vote du budget une discussion s'est engagée concernant les devis de la réorganisation du PTS. Les OS sont sceptiques quant à la pertinence de changer les dalles du PTS1 en effet lors de l'installation de l'AT en 2002 des travaux avaient déjà été engagés pour installer des dalles phoniques, aujourd'hui on nous dit que ces dalles n'avaient pas de propriété phonique. Que penser ?

Concernant le PTS2 une seule partie du plafond sera changée, les OS se posent la question sur l'intérêt d'un remplacement partiel. Pour avoir un peu plus de lisibilité, la CGT demande la répartition du coût des travaux de réorganisation entre DGF et budget CHS ? La réponse n'est pas chiffrée, on nous assure seulement que la partie payée par la DGF est importante sans plus de précision.

Les OS ont demandé une interruption de séance pour décider d'une position commune.

Nous ne souhaitons pas que le budget du CHSCT soit, en période de restriction, systématiquement la rallonge de la DGF. Du coup il a été décidé de ne pas financer sur le CHS ces dépenses.

Cependant nous ne voulons pas pénaliser les agents, en contre partie nous sommes favorables à l'achat des bras support écrans qui font l'unanimité dans les services où ils sont installés.

La CGT vous invite à faire rapidement remonter vos besoins afin que nous puissions acter de nouvelles dépenses avant la fin de l'année.

Budget initial notifié	58 381,00
Réserve appliquée	
Dépenses déjà réalisées	35 434,98
Budget à répartir avant CHS 1/10	22 946,02
Budget à répartir	22 946,02
Dépenses retenues CHS du 1/10/2015	17 073,99
Budget restant suite au CHS du 1/10	5 872,03

ESI	Propositions de l'ESI	Observations	Retenu
DISI SIEGE	Souris ergonomique	LDLC	77,06
ESI Bx G	formation <u>Habilit Electr</u> BS/BE 10 stagiaires	SI2P	958,80
	4 lampadaires	UGAP	1 340,58
ESI BxO	frigo top	prévision	300,00
	poses store Vénitiens 10 pièces	CLESTRA	1 524,00
	Souris ergonomique		77,06
ESI Poitiers	bras support <u>neoflex 8</u>	GOLDWAY	4 135,50
	fauteuil <u>ergo</u> (<u>pres. méd révention</u>)	EUROSIT	309,42
	électrode défibrillateur	URGENCE SECOURS	69,60
	kit station handicapé	SIGNALS	362,68
	déplacement entrée LTI	INEO	829,08
	gilet 25	SECURIMED	387,00
	formation incendie	SDIS86	454,50
	formation psc1	PROTECTION CIVILE	520,00
	sécurité circulation Signa marquage livraison		200,00
	sécurité circulation Signa vestes 2 caristes		166,44
	sécurité incendie complément <u>extinc</u> SS		769,20
	chaussure sécurité 3 agents	Maison DUTECH	175,90
ESI Toulouse	stage de formation conduite	CENTAURE	1 598,40
	2 fauteuils ergonomique (<u>pres med prev</u>)	EUROSIT	634,61
	chaise évacuation (EVAC-CHAIR)	CIRMEDICAL	1 380,00
	lampadaire radian	RADIAN	689,16
	store 2		115,00
	Dépenses votées lors du CHS du 1/10/2015		17 073,99